

Serfaty



Emprisonné durant dix-sept ans au Maroc, l'une des plus grandes figures actuelles des droits de l'homme poursuit depuis septembre dernier le combat qui a décidé de toute sa vie. Symbole vivant d'une tradition judéo-arabe humaniste et tolérante, il n'en demeure pas moins un militant révolutionnaire. Farouchement opposé au sionisme, il fustige la mauvaise conscience occidentale à l'égard d'Israël, et considère que seule la lutte armée libérera le Maroc comme la Palestine.

La foi intacte d'Abraham

Résistance

Propos recueillis
par Marc Laimé

Comment imaginez-vous l'avenir du Maroc ?

Il est à la croisée des chemins. Les forces démocratiques s'y sont renforcées ces trois, quatre dernières années, ce qui permet raisonnablement de prévoir une alternative. Mais à la condition, essentielle, que Hassan II soit écarté du pouvoir. Malheureusement la situation commence à devenir morbide. Hassan II a ses moyens de défense, sa police. Les forces démocratiques légales ont surmonté les hésitations qu'elles connaissaient pendant la seconde moitié des années 70 et les deux premiers tiers des années 80, mais il en demeure des séquelles. L'histoire hésite, et ce d'autant plus qu'un certain nombre de puissances occidentales continuent de soutenir Hassan II — plus particulièrement même depuis deux mois, ce qui est probablement lié à la montée de l'intégrisme en Algérie, ces pays voyant en Hassan II une barrière marocaine à l'intégrisme.

Mais on peut imaginer une alternative possible, sinon probable, au Maroc. Le mouvement national, qui s'est constitué il y a plus de soixante ans, issu des villes — il existait auparavant un mouvement national issu des tribus —, a toujours été empreint d'une profonde aspiration démocratique. La formation des élites marocaines des villes a été très marquée par la France, par les idéaux de démocratie. Depuis les années 30, et à plus forte raison depuis 1944, date du manifeste de l'Indépendance, puis à l'indépendance elle-même en 1956, cette revendication était portée par une aspiration de monarchie constitutionnelle. Elle a été entravée par le Palais, par Mohamed V dans les années 50, 60, et totalement mise en échec par Hassan II depuis sa prise de pouvoir en 1961. Il s'est acharné à détruire physiquement — par la répression — et à

disloquer politiquement — par le jeu politique — les partis autorisés afin de rester seul maître à bord, tout en conservant un vernis de pluripartisme. Mais cette aspiration a survécu dans la tête des élites, des jeunes, des classes moyennes, au sein du peuple... A cet égard, le Maroc se distingue des pays voisins qui ont connu pour l'essentiel des systèmes de parti unique qui ont figé leur vie politique. Au point, nous le voyons aujourd'hui, de ne laisser le terrain libre qu'à l'intégrisme. L'intégrisme se développe lorsque la jeunesse est désespérée et n'a pas de perspective révolutionnaire. Pour les jeunes de nos pays, la perspective d'amélioration politique avec des réformes démocratiques n'est pas suffisante. Elle reste trop formaliste, il faut des perspectives beaucoup plus profondes, structurelles. Sur ce point il faut prendre en compte, si l'on évoque le Maroc, son fondement berbère. En Algérie la région berbérophone, la Kabylie, représente 15 % du territoire. Mais les régions berbérophones recouvrent 50 à 60 % du Maroc, avec des traditions de lutte millénaires. L'islam et l'apport arabe sont venus il y a quatorze siècles enrichir ce substrat berbère. Pas du tout par la voie des structures d'Etat, des empires, des royaumes... Pas du tout par la voie du rite officiel de l'islam (le rite malékite au Maroc), mais au contraire par un profond mouvement au niveau des tribus, par des hétérodoxies de l'islam officiel, le kharidjisme à l'origine puis le soufisme, qui ont profondément imprégné le peuple marocain. Arabes et Berbères se sont mêlés. Le Maroc est donc une nation arabo-berbère, dont l'idéologie sous-jacente est un islam fondé essentiellement sur des concepts de justice et de droit, qui a créé de profondes traditions de démocratie — primitive bien sûr — mais qui

n'en existe pas moins. Et ces régions berbérophones, ou marginalisées par les empires centraux, la colonisation, et aujourd'hui par le système de capitalisme dépendant dirigé par Hassan II — comme la partie occidentale de la chaîne du Rif, qui abrite d'anciens Berbères arabisés — recèlent un potentiel explosif, représentant autant de barrages contre l'intégrisme.

À cela s'ajoute un facteur plus récent, remarquable par rapport à l'Algérie : l'évolution sociologique des grandes villes du Maroc depuis l'indépendance. Dans les quartiers populaires des grandes villes, garçons et filles affrontent certes une masse de problèmes, mais constituent une jeunesse « libérée ». Leurs relations sont tout à fait incompatibles avec la vision qu'en a l'intégrisme.

Ce sont là autant de potentiels, mais nous vivons une situation de morbidité qui s'aggrave. Hassan II s'efforce de sauver son trône par tous les moyens, recourant dans le même temps à la force et à la démagogie. Il a ainsi annoncé le 3 mars dernier une révision de la Constitution qui « s'efforcera d'établir un meilleur équilibre entre les deux pouvoirs, législatif et exécutif ». Il annonçait également qu'un référendum permettrait au peuple d'approuver cette révision constitutionnelle. Mais chacun sait au Maroc que cette consultation ne sera que la répétition des plébiscites qu'organise de temps à autre Hassan II pour se prévaloir d'une unanimité nationale imposée par la terreur et le quadrillage policier. Une prétendue « séparation des pouvoirs » dans laquelle le législatif est censé émaner du peuple et l'exécutif d'un souverain de droit divin est une caricature de démocratie. Aussi notre mouvement, *Ilai Aman*, appelle-t-il les forces démocratiques marocaines à boycotter le référendum constitutionnel annoncé par Hassan II. Car dans ces conditions, si cette alternative, démocratique dans l'immédiat, au-delà révolutionnaire, apparaît bloquée, c'est la désespérance qui va l'emporter, et par conséquent l'intégrisme. C'est pourquoi je dis que lorsque le gouvernement français croit qu'il faut soutenir Hassan II pour se protéger de l'intégrisme il commet une erreur majeure.

Comment peut-on évoquer aujourd'hui, comme vous le faites, un projet révolutionnaire, après l'effondrement du bloc de l'Est et l'avènement, à l'échelle mondiale, d'un nouvel ordre libéral ?

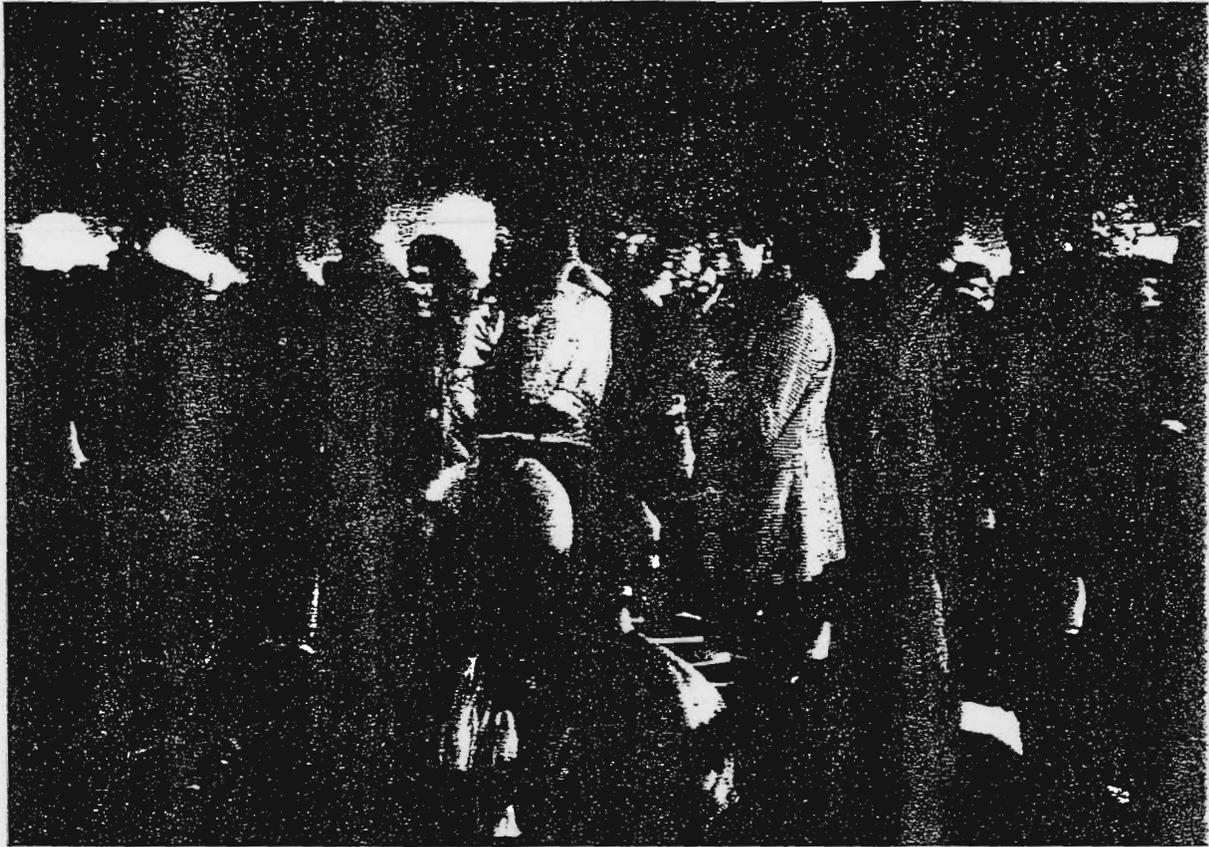
J'ai beaucoup voyagé en Europe depuis ma libération. J'ai rencontré des amis de la gauche, de tous les courants, que j'ai malheureusement trouvés tout à fait désespérés. Je dis à ces amis de gauche : ne pensez plus aux

*Les behibés
sont-ils d'une autre
religion ?*

élections, oubliez toute préoccupation électorale. Vous allez nécessairement perdre les élections pendant cinq, six, dix ans... Construisez donc un projet de société alternative pour l'an 2005, et à partir de là vous pourrez remonter le courant. Cette société dans laquelle je suis arrivé le 13 septembre dernier est devenue très efficace, très rapide, très structurée, et tout à fait inhumaine. Il faut construire un projet humain avant la même efficacité, même s'il est de nature différente. À partir de là, les forces de gauche pourront remonter le courant. Quant au marxisme, il faut le refonder comme méthodologie vivante. Pour ce qui est de mon cheminement person-



nel, dans les années 60, de 1960 à 1967, à une époque où c'était le noir total comme perspectives au Maroc — il y a un seul homme qui a tenté d'y voir clair, Mendi Ben Barka, et il a été assassiné — il fallait tout remettre en question. J'avais par chance un travail lié à la créativité, ce qui me permettait de réfléchir à partir d'une pratique concrète. J'ai lu beaucoup d'écrits philosophiques, Sartre, Lukacs, Piaget, etc. Nous nous sommes perdus dans les débats structuralisme-althusserisme, alors qu'il fallait dépasser l'un et l'autre, qu'il fallait s'enrichir d'Althusser, mais ne pas s'enliser dans son scientisme. J'ai lu il y a seulement un an *Situations philosophiques* de Sartre, et j'y ai découvert avec effroi son texte de 1946 intitulé « Matérialisme et Révolution ». Un texte fondamental que j'ai fait lire à mes jeunes camarades. Je dis l'avoir découvert avec effroi parce qu'en 1946 j'étais



aux Etudiants communistes à Paris, que Sartre était à Saint-Germain-des-Prés, que le PCF le vilipendait, et que nous avons ignoré ce texte fondamental.

Je pense aujourd'hui qu'un projet révolutionnaire doit être concret. Il ne peut être le même pour le Maroc, l'Algérie ou la Tunisie, même si certaines démarches fondamentales peuvent être communes. Dans le tiers-monde, lorsque ça va bien, les classes moyennes sont intégrées à un certain système, elles représentent 20 % de la population et les 80 % restants sont marginalisés. A ces 80 % de marginalisés les solutions de démocratie formelle ne disent rien du tout. Ils sont donc désespérés. Dans le monde arabe, ça se traduit par l'intégrisme. Or nos pays ont besoin de systèmes de démocratie directe. Nous avons proposé pour le Maroc un pouvoir de conseils populaires très décentralisé, avec des régions autonomes. Difficile à édifier au niveau national. Comment l'instance législative d'un conseil national serait-elle élue ? Au suffrage universel direct ? Indirectement par les conseils populaires régionaux ? Rien n'est acquis d'avance. Mais il faut absolument le multipartisme. Il faut absolument le respect intégral de la Déclaration universelle des droits de l'homme — notamment la liberté d'expression, sans contraintes. Ensuite l'ensemble de ces forces

doivent pouvoir se retrouver au niveau national. Et c'est là que s'impose la nécessité d'un plan indicatif, stratégique. Le capitalisme n'a pas de réelle stratégie, il ne s'en sort que parce qu'il corrige au fur et à mesure. Il peut concevoir une stratégie d'entreprise, mais pas une stratégie nationale sur vingt ou trente ans. L'élaboration de telles stratégies, de plans indicatifs à dix ans, serait l'œuvre démocratique de l'ensemble des conseils populaires régionaux sous l'égide du conseil populaire national, de l'ensemble des forces qui participent à l'économie, des ouvriers, des paysans, des patrons aussi, qu'ils soient publics ou privés. Au Maroc, en ce qui concerne le patronat c'est relativement facile, parce que les trois ou quatre grands groupes sont pour l'essentiel aux mains de traîtres — comme la famille royale. Cela ne veut pas dire supprimer le patronat dans son ensemble, loin de là. Mais maintenir la loi du marché dans le cadre du plan indicatif. Plan indicatif qui s'imposerait de lui-même puisqu'il servirait les intérêts de tous et constituerait en même temps un plan directeur pour les investissements de l'Etat. Tout cela s'articule avec le projet politique qui permet aux jeunes d'avoir une espérance. J'ai pu le vérifier depuis nos prisons marocaines, à travers des militants de régions marginalisées qui ont commencé, en s'inspi-

La démocratie formelle n'a aucune signification pour les masses marginalisées du tiers-monde.

rant du programme de notre mouvement, à organiser des structures révolutionnaires dans leurs régions d'origine. J'ai vu en Belgique et en Hollande, où vivent essentiellement des Rifains, l'enthousiasme que peut susciter cette perspective. Il n'y a pas pour eux d'autre alternative que celle-là. L'islamisme nie leur identité en tant que Rifain. Nous leur disons que cette identité existe dans le cadre d'une nation marocaine et que c'est comme cela qu'elle pourra s'épanouir. Bien sûr l'environnement international fera tout pour s'opposer au développement du premier stade immédiatement possible, après la chute de Hassan II — l'alternative démocratique —, en changement structurel radical. Et il faudra pourtant aller plus avant vers une solution révolutionnaire qui devra comporter une phase de lutte armée. La plus courte possible, et à cet effet la phase politique doit mûrir autant qu'elle le pourra et recevoir l'appui des peuples environnants. Si l'armée française ou l'armée espagnole décident de nous attaquer, il faut que le peuple espagnol ou le peuple français sachent que ce projet est viable, pour une Méditerranée de paix et de lumière, et empêchent leurs armées de nous attaquer. En résumé notre programme révolutionnaire, ce n'est ni le communisme à la Staline ni le socialisme, mais un projet progressiste pour un pays du tiers-monde qui permet tout à fait la collaboration — y compris avec des intérêts capitalistes occidentaux — mais d'égal à égal, et non dans une relation dominants-dominés.

Comment vous représentez-vous,

plus largement, l'avenir du Maghreb dans les prochaines années ?

La situation en Algérie est absolument dramatique. Personne ne peut prévoir ce qui peut s'y passer. Tout est possible, et l'hypothèse la plus probable est malheureusement celle de la guerre civile et du chaos pendant des années. Nous autres, militants marocains, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte de ces problèmes qui surgissent à nos portes. Nous devons nous mobiliser, il s'agit d'une véritable course de vitesse entre une solution d'intégrisme fanatique au Maroc et le triomphe des forces démocratiques. Les luttes syndicales se développent au Maroc, se systématisent. Mais les forces politiques de l'opposition légale hésitent dans le même temps à se déterminer clairement dans la perspective des prochaines élections. Alors que de toute manière ce sera un enlisement, du temps perdu. Et il y a aussi l'hypothèque du Sahara... Le Conseil de sécurité a entendu à la fin du mois de février le rapport de Boutros

Ghali sur la question. Je souhaite qu'il se décide enfin à faire appliquer sans hésitation la résolution 690, que le référendum projeté ait lieu rapidement. Mais il faudrait aussi que l'ensemble des forces politiques marocaines dépassent ces hésitations et blocages et constituent un véritable front pour la lutte démocratique. C'est possible, c'est mûr, mais il faut que ça se cristallise. Mais si ça ne se cristallise pas, ça pourrit. Si ce pôle se crée au Maroc, le problème maghrébin devient différent : les forces démocratiques algériennes et tunisiennes en seront renforcées.

Dans cette perspective, quel pourrait être le rôle de l'Europe ?

Il y a deux niveaux qui s'interpénètrent, celui des peuples et celui des gouvernants. Les gouvernants devraient comprendre qu'il faut en finir avec la tyrannie de Hassan II. En ce qui concerne l'Algérie, le jeu est extrêmement complexe, avec des contradictions au sein même des appareils d'Etat occidentaux. On peut se demander si les décisions suicidaires de Chadli, Moukoud Hamrouche, du FLN, qui ont favorisé l'émergence du FIS, n'ont pas été encouragées en sous-main soit par des grands patrons européens bornés, soit par des services secrets favorables à la montée de l'intégrisme en

Algérie. Une revue américaine affirmait récemment que les capitaux occidentaux peuvent travailler plus facilement, comme le montre l'Iran, avec un intégrisme qui calme la population, même par la force, et avec lequel ils pourront faire des affaires.

Les gouvernements occidentaux comptent certes dans leurs rangs un grand nombre d'hommes lucides, mais quand on voit ce qui s'est récemment passé en France avec l'affaire Habache... Qu'il s'agisse des autorités comme de l'opposition cette affaire déshonore le peuple français. On a osé mentir sur Habache comme on n'a jamais osé mentir en France ! J'étais en Espagne quand l'affaire a éclaté. Le premier texte que j'ai lu, après avoir été alerté par téléphone, était l'éditorial du *Monde*. J'étais scandalisé. On a présenté Georges Habache comme un terroriste international, ayant sur les mains le sang de Dieu sait combien de victimes européennes, qu'il fallait



D. HANCOCK



Leone Viscanti

chasser au plus vite. C'est un mensonge éhonté. J'étais à Amman en 1970 quand les détournements d'avion du FPLP (1) se sont produits. Ils ont emmené ces avions à Zarqa, en Jordanie et en ont fait descendre tous les passagers avant de les faire exploser. Il n'y a pas eu une victime, pas une goutte de sang ! J'ai lu dans *le Monde* un peu plus tard le témoignage de deux Palestiniennes, dont l'une est loin d'être extrémiste, Raymonda Tawil. Elles soulignaient à juste titre que Georges Habache est l'un des hommes les plus respectés de tout le monde arabe. Bon Dieu, qu'on comprenne cela en Occident ! La France s'est déshonorée en parlant de Habache comme elle l'a fait. J'ajoute que s'il y a une chance que la révolution palestinienne échappe à la mainmise de l'intégrisme, ce sera d'abord et avant tout grâce au FPLP.

Tout cela n'incline pas à l'optimisme, mais j'insiste. L'Europe occidentale doit avoir cette vision d'un Maghreb démocratique, d'une Méditerranée de lumière et de civilisation. On me dit optimiste, mais en général les gens raisonnent de façon passive. On voit venir les événements et on dit : ça va aller bien ou ça

va aller mal. Ce n'est pas du tout comme ça ! L'optimisme, c'est un combat, il faut dégager l'alternative positive possible et se battre pour la faire triompher. Pour cela il faut se battre au nord de la Méditerranée, de la même façon que nous nous battons, nous, au Sud.

Vous devez aussi combattre un intégrisme qui semble en passe de constituer l'unique alternative « révolutionnaire » au Maghreb...

L'intégrisme est la version fanatique de l'islamisme. Le FIS algérien ne peut être comparé au mouvement islamiste qui s'est également développé, par exemple, en Tunisie, composé de hommes très cultivés, très intelligents, avec lesquels il est possible de parler de concept démocratique. Non, le FIS n'est pas le mouvement le plus avancé politiquement et intellectuellement. Mais il compte en son sein des courants relativement « ouverts ». L'an dernier un spécialiste français de l'islam écrivait dans *le Monde* qu'il fallait serrer la vis à l'islamisme par la force. C'est démentiel ! J'ai dialogué avec des militants islamistes dans les prisons marocaines. Hormis quelques personnes pétries d'ambition et liées à des intérêts

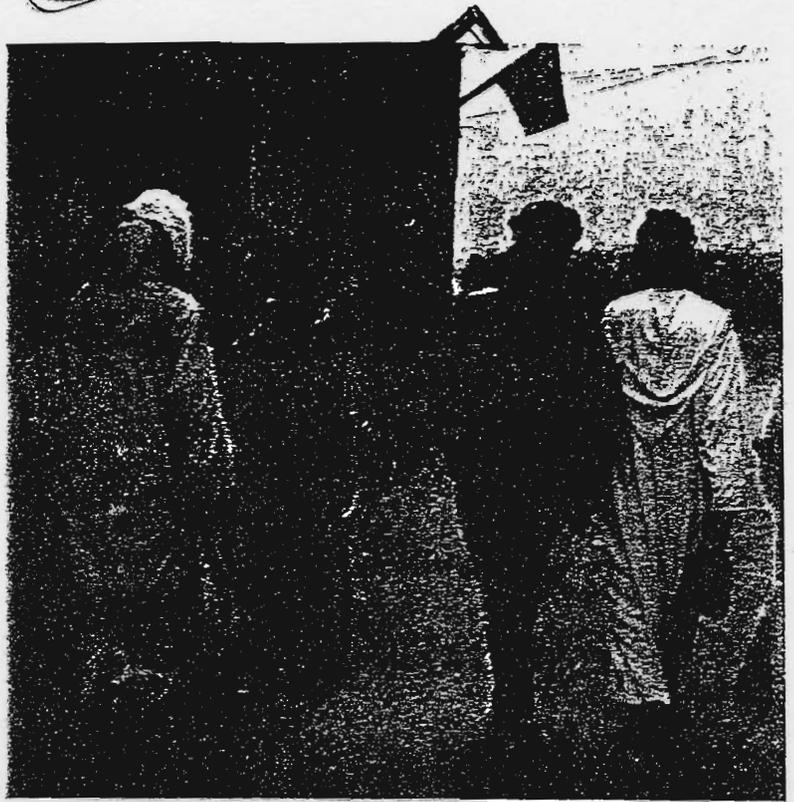
L'Europe
doit croire
en une
Méditerranée
de lumière
et de
civilisation.

extérieurs à leur pays, comme l'Arabie Saoudite, la grande masse des militants islamistes sont des gens désespérés à qui l'on peut apporter une espérance — dans le respect de leur croyance. Non pas dans sa partie obscurantiste, le port du voile pour les femmes, etc. Mais je vous assure que les gens avec qui j'ai discuté, dans des conférences comme dans les prisons, n'ont pas d'objection à retrouver l'essence même de l'islam, à savoir justice et équité. Aussi ne faut-il pas démoniser l'intégrisme, mais faire la part entre les courants aujourd'hui minorisés, qui ont des potentiels importants de démocratie et de progrès, et surtout l'islam même qui, à l'instar de toutes les religions, est porteur d'un message de paix et de justice. Il faut revenir aux sources.

Les courants progressistes doivent offrir une alternative, non seulement dans la solidarité immédiate — c'est vrai que là les islamistes sont efficaces — mais dans le projet d'une société. En octobre 1988, la révolte de la jeunesse algérienne n'était pas du tout télécommandée par les islamistes, il s'agissait d'une aspiration profonde à la démocratie. Mais aucune force n'a été capable d'élaborer un projet de société pour l'Algérie. Alors ces jeunes désespérés rejoignent tout naturellement le FIS. Il faut que les quelques noyaux démocratiques et progressistes qui existent en Algérie construisent un projet de société. Malheureusement ils ont déjà perdu plus de trois ans. Maintenant le temps presse, il faut aller très vite.

Quelle a été votre réaction après le coup d'Etat survenu en janvier en Algérie ?

J'ai hésité un moment. Je n'ai pas dit qu'ils avaient raison, je n'ai pas dit qu'ils avaient tort. Bien entendu, je n'ai jamais été d'accord pour la répression, même mineure. J'ai assez connu ce que sont les prisons pour savoir qu'on ne règle pas les problèmes de cette façon, ni au Maroc ni ailleurs. Je pensais que Bouchar et certains courants de l'armée pouvaient représenter le vieux fond du FLN des années 60 et 70 — où il y avait à boire et à manger —, des poussées positives. Peut-être en est-il ainsi, mais malheureusement ce vieux fond — et je ne mets en cause personne — a perdu de sa tonalité, de sa vitalité. Dans tous les cas, ce qui est clair et net c'est qu'il fallait laisser le jeu démocratique, fustigé par le FLN lui-même, par l'aveuglement du FLN, aller à son terme. Et laisser le FIS prendre le pouvoir. Tout ce rêve qu'il apporte à la jeunesse algérienne se serait très vite effondré. Et cette jeunesse, forte d'un passé de décennies de lutte, aurait remonté le courant beaucoup



plus vite qu'en Iran, par exemple.

Au-delà de votre engagement au Maroc, vous avez depuis toujours témoigné d'un attachement viscéral à la cause palestinienne. Vous vous montrez très critique vis-à-vis de l'OLP dans la préface du livre que vous venez de publier (2), et très pessimiste sur l'évolution des négociations engagées dans le cadre d'un règlement global du conflit du Proche-Orient...

Les événements de ces dernières semaines me donnent malheureusement raison. On voit bien que tout éclate, et c'est fatal. Le cœur du problème c'est la nature sioniste de l'Etat d'Israël. La société israélienne est une société artificielle qui ne tient que par une seule chose : l'idéologie sioniste. Toucher à un centimètre carré d'Eretz Israël, c'est faire s'effondrer l'idéologie sioniste. Ils ne peuvent donc pas céder un centimètre carré de ce qu'ils appellent Eretz Israël. Ils pourront à la rigueur, sous la pression américaine — et je pense que le plan actuel tourne autour de cela —, s'entendre avec la Syrie, lui rendre la majeure partie du Golan... pour faire entrer Assad dans un nouveau Camp David, plus ou moins camouflé. Peut-être que ça se traitera au niveau des conversations multilatérales sur les problèmes de l'eau, sans se conclure par un véritable traité de paix. Ensuite l'Etat d'Israël s'intègre à la région, noue des relations économiques... On aura isolé la résistance palestinienne, on accordera un semblant d'autono-

Le peuple
palestinien
est le plus
avancé
des peuples
arabes.

mie et puis on continuera d'expulser les Palestiniens de leurs terres. C'est le processus en cours. Mais il faut bien comprendre, tant au niveau des gouvernements occidentaux que des peuples, qu'en cette fin de XX^e siècle on ne peut plus détruire un peuple. Or tout ce projet consiste à effacer le peuple palestinien de la carte et de l'humanité. Ce peuple qui a porté pendant des millénaires la réalité de la Terre sainte. Ce n'est pas un peuple de musulmans et de chrétiens, c'est un peuple de juifs, de musulmans et de chrétiens. Et on veut l'effacer de la carte ? Ce peuple vivra, s'imposera. Si on veut le faire taire, le Proche-Orient s'embrasera une fois de plus. Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé au Sud-Liban lors de l'enterrement du cheikh Moussawi, le leader du Hezbollah. Il faut voir les réalités en face ! Et le responsable ce n'est pas le fanatisme islamiste, c'est le sionisme. L'OLP n'aurait pas dû accepter de s'asseoir autour de la table de conférence. La faute majeure c'est d'avoir accepté d'avance le concept d'autonomie, tel qu'il est présenté à la conférence. C'est du vent dans la mesure où il n'y a pas un seul engagement pour dire que de l'autonomie on passera à l'indépendance. Donc soit que d'accepter du vent. Mais l'ayant accepté, ils doivent, avec rigueur, en faire un tremplin politique. Ils doivent comprendre qu'ils ne sont pas les plus faibles, qu'ils sont porteurs de la force du peuple palestinien, qu'on ne pourra pas écraser le peuple palestinien. Lorsque le gouvernement israélien a expulsé douze Palestiniens au mois de janvier, l'OLP s'est contentée d'une déclaration légitimante du Conseil de sécurité, condamnant unanimement l'attitude d'Israël ! Ils auraient dû rester un an, deux, trois, en dehors de la Conférence, en disant qu'ils ne reviendraient que lorsque les douze Palestiniens seraient rentrés chez eux. L'opinion occidentale tout entière les aurait appuyés.

Comment expliquez-vous cette « faiblesse » de l'OLP ?

Il y a d'abord la bureaucratisation qui les rend dépendants des Etats arabes. Une donnée très importante. Hormis le Yémen, qui est partagé entre une structure féodale et une structure démocratique, tous ces Etats sont rétrogrades. Pour eux, un Etat moderne, c'est la fin de tout. Or le peuple palestinien est le peuple le plus avancé de tous les peuples arabes. Il suffit de consulter la charte déclarative et institutive de l'Etat de Palestine : c'est une charte du XXI^e siècle. Il ne faut pas, pour ces Etats arabes, qu'elle devienne réalité. L'OLP est devenue le représentant unique

et légitime du peuple palestinien parce qu'elle avait conquis son indépendance – il faut ici rendre hommage à al-Fach qui était à l'avant-garde de ce combat. Aujourd'hui l'OLP doit revenir aux sources de 1969. A cette époque il existait des bases arrière en Jordanie. Il ne s'agit pas de s'entendre avec le roi Hussein. Ces bases arrière peuvent très bien être clandestines, il y a plus d'un million de Palestiniens en Jordanie. Mais il faut abandonner toute structure bureaucratique.

A l'origine de l'Intifada, il y avait une direction unifiée, qui n'était pas indépendante mais autonome par rapport à la direction extérieure de l'OLP. Malheureusement cette autonomie s'est perdue. Résultat, le mouvement islamiste Hamas, qui était plus ou moins en marge de la structure, ne cesse de se développer. Il faut une direction unifiée de l'Intifada qui soit autonome, concurrentiellement à une rénovation des structures de l'OLP. Maintenant on est dans l'impasse. Ça va être un accouchement difficile et douloureux pour l'OLP, mais ils n'ont pas d'autre solution.

Le peuple palestinien a des ressorts très profonds. La récente opération armée, qui a visé un camp militaire israélien en Palestine, est venue de la résistance armée en Palestine même. L'Intifada est en voie de dépasser les limites que lui a imposées la direction de l'OLP, et elle ne peut que les dépasser toujours davantage. La direction de l'OLP va bien devoir prendre en compte cette radicalisation.

Par ailleurs il existe un problème de stratégie. Les militants arabes ont très longtemps cru que la stratégie consisterait en une victoire militaire classique sur l'Etat d'Israël. Mais ça, ça a toujours été un leurre. Il fallait dès le départ – et l'OLP a adopté cette stratégie en 1969-1970 – saper la base politique du sionisme, ce qu'elle a fait en proposant le projet d'Etat démocratique palestinien.

Malheureusement le Fach et l'OLP se sont laissés enfermer depuis 1975 dans l'idée que le sionisme était trop fort en Occident. Qu'il leur fallait gagner l'opinion occidentale, et que par conséquent ils devaient se taire sur le sionisme. C'est une faute majeure. Moi, je suis prêt à parler dans le 11^e arrondissement de Paris. Et si le Berar veut me descendre physiquement je m'en fous. Je veux leur dire à ces juifs du XI^e que le sionisme est un crime, leur faire comprendre qu'ils doivent revenir aux sources du judaïsme – qui est l'humanisme et non pas le crime sioniste. Il faut avoir le courage de leur dire ça, même si on se fait isoler pendant des années et des années. Il faudra peut-être vingt à trente ans de lutte,

Il n'y a pas
d'autre issue
qu'une
guerre civile
en Israël (...)
La lutte
armée
est légitime
dans toute
la Palestine.

mais c'est une lutte qu'il faut engager dès à présent. Regardez l'ANC qui lutte depuis près d'un siècle. Ils n'ont jamais commis la moindre erreur vis-à-vis des opinions occidentales, mais ils ont toujours combattu l'apartheid. Alors pourquoi abandonnerait-on la lutte politique et idéologique contre le sionisme ? Il faut saper cette base sioniste, en particulier au sein de l'Etat d'Israël, à partir du talon d'Achille de l'Etat d'Israël que sont les juifs orientaux.

Vous êtes également très pessimiste sur l'avenir d'Israël...

Je le dis froidement : il n'y a pas d'autre issue qu'une guerre civile en Israël. On l'a vu percer au moment de la guerre du Liban, quand des extrémistes de droite ont tué un Israélien qui était pour la paix au Liban. Pour les juifs en tant que juifs dans l'Etat d'Israël, il n'y a pas d'autre issue que d'en arriver là, à l'explosion. Bien sûr pas une explosion d'ethnies, mais une explosion contre le sionisme. Les juifs d'origine soviétique présents en Israël commencent à déchanter et l'immigration a sérieusement diminué. Il est temps que les damnés d'Israël se lèvent, pour leur dignité, contre la structure sioniste de l'Etat d'Israël, et pas à la Knesset, mais dans la rue.

L'Etat israélien est une structure sioniste, militariste, théocratique – que le défunt chancelier autrichien Bruno Kreisky avait qualifié de « semi-fasciste » –, et bien évidemment il ne se laissera pas faire. Il faut que ce mouvement des juifs orientaux reste universaliste. Qu'ils manifestent leur identité tout en tendant la main aux juifs progressistes ashkénazes – dans un mouvement pour la paix, pas au sens La Paix maintenant, mais contre le sionisme en tant que structure, idéologie. A ce moment-là ce sera la guerre civile, ni plus ni moins, il ne peut pas en être autrement.

L'OLP doit donc avoir un projet alternatif, qui ne soit pas la reconnaissance de l'Etat d'Israël mais le plan de Fez. C'est la seule issue possible. Il ne s'agit pas de la destruction de l'Etat d'Israël mais de la structure sioniste de l'Etat d'Israël, pour construire un Etat laïque, réellement démocratique, de juifs libérés du sionisme pour retrouver leur humanité de véritables juifs qui respectent le commandement fondamental du judaïsme, l'amour du prochain. A partir de là, si le devenir de ces gens en Palestine c'est un seul Etat, une seule nation, ils la forgeront ensemble, pacifiquement et fraternellement.

Mais cette construction pacifique et fraternelle ne pourra pas, selon vous, faire l'économie du

passage par la lutte armée ?

Le processus en cours depuis dix ans n'a absolument rien donné, le sionisme ne fait qu'augmenter, les implantations ne font que se renforcer, les dix milliards de dollars de crédit qu'Israël attend des Etats-Unis, il les obtiendra probablement, etc. L'opinion occidentale est encore sous l'emprise du sionisme, de la sacralité de l'Etat d'Israël, tout en admettant dans le même temps la nécessité de la création d'un Etat palestinien sur les territoires occupés de juin 1967. C'est un acquis important. Mais le mouvement palestinien a commis des erreurs qui ont été exploitées, notamment par les services secrets occidentaux, comme en témoigne la récente divulgation d'une conversation entre Yasser Arafat et Ibrahim Souss. Ce dernier a ensuite déclaré que « le terme juif est courant dans le monde arabe ». C'est une faute majeure que de confondre juif et sioniste. Je sais bien qu'il ne les confond pas dans sa tête, mais il est important qu'il ne les confonde pas dans son langage. Tous les dirigeants de l'OLP doivent avoir la maturité politique de l'ANC. On a maintenu Abou Abbas au comité exécutif de l'OLP pendant des années, alors que tout le monde savait de qui il s'agissait ! Il faut être clair. Quand on dit que l'on condamne le terrorisme, il faut en tirer les conséquences. La lutte armée est légitime dans toute la Palestine. Elle est aussi légitime que la lutte armée du peuple français contre l'occupant allemand. En dehors de cela, il n'y a que la lutte politique. En Palestine même, il existe une lutte politique contre le sionisme. Là il faut distinguer les hommes des structures, les civils dans l'Etat d'Israël d'avant 1967. Les cibles doivent être politiques. A cet égard, de l'action récente contre un camp militaire israélien, je n'ai qu'un mot à dire : bravo !

L'OLP doit mener une action politique à long terme, en profondeur, à contre-courant. Quand un dirigeant commet une faute, il doit être écarté. Et pour ce qui est de la lutte armée, j'insiste, dans les territoires occupés de 1967, j'estime que toutes les actions armées sont légitimes et justes. Dans les territoires occupés à partir de 1948, il faut cibler avec précision, politiquement parlant. Pour la partie constituant l'Etat d'Israël d'avant juin 1967, ce qui prime avant tout c'est la lutte politique, même si la lutte armée y est légitime. □

(1) FPLP (Front populaire de libération de la Palestine).

(2) *Ecrits de prison sur la Palestine*, éditions Arcantère, 1992. Lire aussi : *Tazmamart. Une prison de la mort au Maroc*, Christine Daure-Serfaty, « Au vif du sujet », éditions Stock, 1992.